

Nous en sommes arrivés à un point où l'aggravation des inégalités n'a d'égale que l'arrogance des puissants : **l'intervention des citoyens est désormais indispensable.**

C'est pourquoi, nous, citoyens européens, demandons la suppression de l'article 56 du Traité de Lisbonne, qui, autorisant la libre circulation des capitaux, offre à la sphère financière les conditions de son emprise écrasante sur la société.

Signature à <http://www.stop-finance.org>

Nous invitons les citoyens à amener leur « **grain de sable** » en signant la pétition.

ATTAC a été fondée en 1998 avec l'objectif de « *promouvoir et mener des actions de tous ordres en vue de la reconquête par les citoyens des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière* » (sur tous les aspects de la vie : politique, économique, social et culturel dans l'ensemble du monde).

Les analyses menées par ATTAC depuis sa création il y a 10 ans, sont plus que jamais d'actualité :

« La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les États à une course éperdue aux faveurs des gros investisseurs.(...) Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté. » (charte de 1998)

Date à retenir : jeudi 5 juin 2008 à 20 h

**à la maison des associations de Grenoble
Attac-Isère organise une conférence-débat
sur la crise financière
avec J. Cossart du Conseil scientifique d'Attac France**

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
Permanences : MDA les mercredis a.m. 15 h, 18 h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique



La finance contre le peuple

Depuis plus de 25 ans, les intérêts du capitalisme financier, encouragés par les institutions financières internationales et mis en œuvre par les pouvoirs politiques, se portent bien. Dans le partage de la richesse produite (PIB), l'objectif prioritaire et constant est d'augmenter la part du capital (dividendes d'actions, profits financiers) au détriment de celle du travail (salaires, cotisations sociales). C'est une réussite pour les détenteurs du capital : en 25 ans, la part de la richesse revenant au travail a reculé de 9,3 points. Mais les effets sont désastreux.

La Modernisation de notre société et les Réformes engagées : au service de la finance !!!

Le chômage se porte (encore) bien

Étude de l'INSEE : 2,8 millions de demandeurs d'emploi souhaitant travailler à fin 2007. Face aux exigences des actionnaires et institutions financières réclamant un taux de profit à deux chiffres, les grandes entreprises délocalisent et n'embauchent qu'au compte goutte et de manière très sélective ; beaucoup de PME ferment. Les créations d'emploi sont celles d'emplois de service, souvent mal rémunérés et à temps partiel non choisi.

La protection sociale en voie de privatisation et de « cannibalisation »

Plus de 150 milliards d'euros sont mutualisés, chaque année, pour les retraites par répartition, et plus de 120 milliards pour l'assurance maladie obligatoire de la Sécurité sociale. Des sommes considérables (à comparer aux 340 milliards d'euros du budget de l'État pour 2008) qui échappent encore aux fonds de pension, assurances, banques mais vers lesquelles lorgnent sans vergogne les grands groupes financiers.

Retraites

De réforme Balladur (1993) en réforme Fillon (2003), le niveau des retraites versées a baissé de 20% entre 1990 et 2006. Et la chute va se poursuivre avec l'instauration par le gouvernement Fillon de l'allongement à 41 ans de la durée des cotisations, que ne pourront atteindre de très nombreux salariés, tentés alors par d'illusoire formules de capitalisation. A terme, la pauvreté va faire sa réapparition chez les retraités.

Santé

Le report constant sur les assurés de nouveaux forfaits, franchises dont la dernière (scandaleuse) sur les médicaments, de déremboursements de médicaments, de dépassement non autorisés d'honoraires de médecins, devient intenable pour un grand nombre d'assurés qui diffèrent voire renoncent aux soins. La solidarité de notre système d'assurance se délite dangereusement, au profit des assurances privées.

(mai 2008)

« Se réapproprié ensemble l'avenir du monde »

Déréglementation du droit travail

⇒ **Le démantèlement du code du travail** sous la pression du Medef, fruit de 130 années de luttes sociales :

Un nouveau code entre en vigueur le 1^{er} mai 2008 : la nature des contrats offre moins de garantie ; moins de prud'hommes et d'institutions représentatives du personnel, restriction du pouvoir des inspecteurs du travail ; 500 lois de l'ancien code sont supprimées et transformées en décrets non soumis à débat au Parlement.....

⇒ **Les nouveaux contrats de travail** : un projet de loi aggrave la précarité du contrat de travail, tout particulièrement avec la mise en place d'une « rupture conventionnelle, à l'amiable ! », simple accord entre l'entreprise et le salarié sans recours aux Prud'hommes. En permettant le licenciement sans cause réelle et sérieuse, cette mesure mettrait à bas 40 ans de construction de la protection contre le licenciement arbitraire.

La flexibilité « à la française » ou la « flexicurité » c'est la flexibilité pour les entreprises, l'insécurité et la souffrance au travail pour les salariés.

Les inégalités salariales explosent

En 2006, le PDG de Renault, Louis Schweitzer a touché 987 années de SMIC et Bernard Arnault (LVMH) l'équivalent de 27 031 années de SMIC !!!...Alors qu'en bas il y a 3,2 millions de travailleurs pauvres, et 1,2 millions de personnes au RMI en 2007 contre 400.000 en 1978.....

Les services publics

Ils sont en voie de démantèlement pour le plus grand profit des entreprises privées, et au détriment des plus démunis .

« *La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire.* » (F. Fillon, octobre 2007).

Ce qui se traduit par :

⇒ **la disparition** des services de proximité au profit de grands centres plus éloignés des « usagers » (hôpitaux, maternités, tribunaux, DDE, bureaux de poste,...)

⇒ **la suppression** de nombre d'emplois de fonctionnaires et leur remplacement partiel par des postes de CDD, d'intérim, ou de temps partiel, au détriment du service rendu (enseignement, université).

⇒ **la privatisation** de services publics essentiels (eau, énergie, transports). Ils devraient rester à des tarifs acceptables pour chacun, alors qu'ils vont croître en fonction de la loi des marchés (exemple : l'augmentation du prix du gaz qui va atteindre 10%, depuis janvier 2008).

Cadeau fiscal aux plus riches :

« Paquet fiscal », voté en juillet 2007, « bouclier fiscal »..., toutes ces mesures reviennent à alléger la fiscalité sur les hauts revenus et sur le patrimoine, et à reporter le poids du financement des dépenses publiques et sociales sur les ménages à revenus modestes et moyens.

Au total, **15 milliards d'euros** de largesses fiscales et comme si cela ne suffisait pas, le projet de loi de finances 2008 envisage **d'alléger la taxation des actionnaires !!** Dans l'Ancien Régime, les privilèges de la noblesse étaient liés à la propriété terrienne. Dans le nouveau capitalisme, la noblesse (d'argent) tire ses privilèges d'actifs financiers.

Le pouvoir d'achat

En fait les mêmes qui prétendent défendre le « pouvoir d'achat » des Français, minent chaque jour les revenus des **classes pauvres et moyennes** par des mesures dignes du XIX^{ème} siècle ...

⇒ ainsi on a plus de 7 millions de **personnes « pauvres »** recensées aujourd'hui, vivant avec moins de 788 euros par mois.

⇒ **l'insécurité sociale** renforcée sans cesse par de nouveaux dispositifs qui impactent les plus faibles (franchises médicales, chasse aux RMIstes, réaménagement des allocations chômage toujours dans le même sens ...)

⇒ **une spéculation immobilière** incontrôlée qui augmente de manière démesurée le coût de l'habitat (loyer ou remboursement des emprunts immobiliers) pour les classes moyennes et pauvres et réduit ainsi leur « reste à vivre »

⇒ **une inflation incontrôlée**, due essentiellement à une spéculation financière sur les produits alimentaires de base, qui affecte encore les mêmes...

Le néo-libéralisme qui se perpétue de crises en crises, et dont les politiques sont à l'oeuvre, parachève ainsi l'évolution du capitalisme : accumulation sans fin du capital au détriment de la nature et des hommes.

La crise financière aujourd'hui

La crise financière actuelle révèle une fois de plus les invraisemblables excès de la cupidité spéculative et son contrecoup sur l'activité et l'emploi :

⇒ Chômage, précarisation, accroissement des inégalités : les salariés et les plus pauvres sont voués à faire les frais de cette spéculation, en effet, durant vingt-cinq ans, la courbe en hausse du chômage a suivi celle de l'augmentation des dividendes.

⇒ Depuis deux décennies, le cours de la finance mondiale n'est qu'une longue suite de crises : une dizaine depuis 1987 et peut-être une crise financière globale proche. Pourquoi une telle répétition ? Parce que toutes les entraves à la circulation des capitaux et à « l'innovation » financière ont été abolies.

Nous disons : ça suffit !



Stop à la spéculation, à l'asservissement des sociétés à la finance, à la marchandisation du monde, aux profits indécents accaparés par les riches et la prise en charge des pertes par les fonds publics.

Et pour cela, une **pétition européenne** est ouverte à tous les citoyens, toutes les associations, tous les syndicats et tous les partis pour lesquels la notion d'intérêt général a encore un sens.